



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 01 Avril 2008

N° 345 PRIX 0,60 Euro



FLAMBÉE DES PRIX

C'EST LA COLÈRE QUI EXPLOSE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Flambée des prix, c'est la colère qui explose !

Page 3

Côte d'Ivoire:

- Un an après les accords de Ouaga, les dirigeants se félicitent alors que la misère grandit.

- Dans les hôpitaux, le racket est une autre maladie qui fait des morts.

Page 6

Sénégal:

- La facture salée du sommet de la honte.

- Non à l'augmentation du prix du riz ! (page 7).

Page 8

Tchad-Soudan: Un accord de paix qui risque de faire long feu.

Page 9

Qui sont les responsables de la pénurie d'eau en Afrique ?

ABONNEMENT
FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42

92114 CLICHY Cedex

FLAMBÉE DES PRIX C'EST LA COLÈRE QUI EXPLOSE !

Des manifestations contre la cherté de la vie ont éclaté dans plusieurs quartiers d'Abidjan. Elles ont été réprimées violemment par les forces de l'ordre qui ont déjà fait deux morts par balles et plusieurs blessés. Le gouvernement qui s'est montré insensible à la souffrance de la population a fini par trouver l'explosion de la colère. Aujourd'hui la seule chose qui le préoccupe, c'est comment éteindre le feu avant qu'il ne se propage dans tout le pays. Alors il a envoyé sa police pour sévir.

Ces manifestations sont pour la plupart spontanées et composées des gens du petit peuple, souvent des mères, équipées d'assiettes et autres ustensiles de cuisine, criant leur colère contre la hausse vertigineuse des prix des aliments de base. Elles n'en peuvent plus de faire des kilomètres à pied pour essayer de dénicher au fin fond du marché d'un quartier populaire, un peu d'aliment (souvent de mauvaise qualité) qui soit encore à portée de leur bourse. Elles n'en peuvent plus d'entendre les gémissements et les pleurs de leurs enfants qui ont faim. Des manifestations de même nature viennent d'avoir lieu à Dakar, presque au même moment. Quelques semaines plutôt, c'était au Burkina Faso, au Cameroun et dans bien d'autres pays africains. C'est la colère longtemps retenue qui explose aujourd'hui. Et ce n'est probablement qu'un début.

Ces mères de familles, les jeunes des quartiers, les travailleurs embauchés ou journaliers des gens du petit peuple, sont nombreux aujourd'hui à dire non aux affameurs qui gouvernent nos pays et qui restent sourds et aveugles devant la situation de famine qui est déjà là pour beaucoup.

Ils ont raison, mille fois de ne pas vouloir mourir et laisser mourir les êtres chers dont ils ont la charge, sans crier leur révolte et leur dégoût à l'égard de ces dirigeants incapables par lâcheté à l'égard des possédants, par mépris à l'égard des humbles ou pour les deux raisons à la fois, de prendre la moindre mesure d'urgence, de salut public pour que les gens mangent.

Peut-être que les classes possédantes attendent que la répression, les bonnes paroles des dirigeants et la lassitude arriveront à bout de la vague de détresse et de colère qui déferle.

Mais leur calcul peut aussi s'avérer erroné car il n'est pas dit que les gens acceptent de mourir en silence. Ce sont souvent les petites vaguelettes qui, en se convergeant, se transforment en grosses déferlantes.

Ces gens-là savent comment cela a commencé mais pas forcément comment ça peut finir s'ils continuent à se mettre un bandeau sur les yeux et des bouchons dans les oreilles.

CÔTE D'IVOIRE

UN AN APRÈS LES ACCORDS DE OUAGA LES DIRIGEANTS SE FÉLICITENT ALORS QUE LA MISÈRE GRANDIT

Du côté de la présidence comme du côté du Premier ministre, on a entendu à peu près le même son de cloche s'agissant du bilan de la première année de gouvernement après les accords signés à Ouaga entre Gbagbo et Soro.



*Gbagbo et Soro au stade d'Adzopé
à Abidjan le 8 janvier dernier*

Tous les deux semblent être contents du premier anniversaire de leur mariage. Tout le monde sait cependant qu'il ne s'agit aucunement d'un mariage d'amour. Dans chacun des deux camps, les couteaux ne sont pas encore rangés. Chacun fait semblant de faire la paix mais on constate combien ils ont du mal à désarmer leurs partisans, les miliciens du côté FPI et soldats rebelles du côté des Forces Nouvelles. Ils font tout un cinéma pour montrer, à travers les journaux et la télévision, qu'à tel endroit on a réussi à regrouper quelques dizaines de soldats des FN et quelques militaires de la FANCI dans un même camp militaire. C'est l'arbre avec lequel ils veulent cacher la forêt. Les récentes déclarations plus ou moins incendiaires des dirigeants du FPI (tels que Simone Gbagbo ou Affi Nguessan) de même que les répliques tout aussi virulentes envoyées par les seconds couteaux de Soro, illustrent cette atmosphère d'« entente » qui n'a rien de cordiale.

Rappelons aussi que selon cet accord, l'élection présidentielle devrait avoir lieu « au plus tard le 30 juin 2008 ». Mais à l'heure actuelle aucun des objectifs intermédiaires auxquels les signataires s'étaient engagés n'est atteint. Les « audiences foraines » qui étaient sensées délivrer les pièces administratives permettant aux centaines de milliers, et peut être plusieurs millions de personnes, injustement écartées du droit de vote pour motifs de « non ivoirité », n'ont permis jusqu'ici que de délivrer environ 400 000 « jugements supplétifs ». Ce chiffre est invérifiable. De plus le fait d'obtenir un jugement supplétif est loin de constituer un droit effectif à la carte nationale d'identité et ensuite d'accéder au droit de vote. Il en va de même pour le redéploiement de l'administration sur l'ensemble du pays. Or jusqu'ici, même les préfets et sous-préfets ont du mal à circuler dans certaines zones sans parler de l'hébergement et des bureaux pour accueillir les employés de l'Etat. Quant à la réunification de l'armée en une seule entité, on n'en est qu'au stade de vœux pieux !

Autant dire que cette élection sera repoussée aux calendes grecques et que même cette « paix » toute relative que le pays connaît depuis une année peut voler en éclats d'un moment à l'autre tant les ambitions de rester au pouvoir pour les uns, d'y parvenir pour les autres, sont intactes. Qui dit pouvoir dit caisses de l'Etat. C'est l'argent qui intéresse fondamentalement les uns et les autres. Pour cela ils n'hésiteront pas à entraîner le pays vers un nouveau bain de sang.

S'il y a une chose qui unit le Premier ministre Soro et son président au-delà de leur soif du pouvoir, c'est leur mépris à l'égard des travailleurs, et plus particulièrement envers ceux qui osent revendiquer et mener des grèves pour obtenir des améliorations de leurs conditions d'existence. Gbagbo n'avait pas hésité il n'y a pas longtemps encore à traiter de « criminels » ceux qui se mettent en grève alors que le pays est en crise. Tout dernièrement c'est Soro qui, lors d'une

conférence consacrée au premier anniversaire de son arrivée au poste de Premier ministre, emboîtait le pas à son président pour dénoncer les grèves et les revendications sociales qui se répéteraient trop à son goût. Il a conclu sa déclaration en ces termes : «Le gouvernement voudrait donc par ma voix en appeler solennellement au sens de la responsabilité et l'esprit civique de nos concitoyens, afin qu'ils acceptent la nécessité de consentir des sacrifices pour la sortie définitive de la crise ». Il faut une certaine dose de cynisme pour oser laisser entendre que si le pays est en crise, c'est à cause des travailleurs, des enseignants et de tous ceux qui se mettent parfois en lutte pour réclamer des améliorations de leur sort. Mais ceux qui dirigent ce pays ne connaissent pas la crise. Eux et leur clan s'enrichissent à vue d'œil. Et ils ne se privent même pas d'étaler leur fortune. Et ce sont eux qui osent demander à ceux qui n'ont rien de se serrer toujours plus la ceinture pour que eux et la classe des privilégiés dont ils sont les représentants politiques s'engraissent encore plus !

Soro dit que « la paix a un prix ». Mais le prix pour les pauvres c'est quoi ? Mourir de misère

dans les quartiers où il manque tout, eau, électricité électricité, routes, etc ? Où les femmes à la recherche d'une goutte d'eau se font parfois écraser par les voitures comme cela s'est produit à Abobo PK18 ? Ou encore le prix serait d'accepter sans rien dire les augmentations de prix des produits de grande consommation qui ont atteint les 50 % ? Mais en quoi le fait que les travailleurs se serrent encore plus la ceinture ferait avancer la cause de la paix ? De qui se moque-t-on ?

Pendant que ces messieurs du pouvoir demandent plus de sacrifices au petit peuple, pendant qu'ils demandent aux travailleurs, aux petits paysans, à tous ceux qui sont obligés de se «débrouiller» pour survivre de souffrir un peu plus, dans les quartiers riches, ils roulent carrosse, leurs piscines débordent d'eau, de grosses villas et des immeubles poussent partout. Pendant que les enfants des familles démunies crient famine, ceux des classes riches fréquentent des boîtes de nuits où de manière insolente ils gaspillent l'argent du contribuable et se vantent de se « laver les pieds avec du champagne ». Il faudra un jour que nous disions massivement non à autant d'injustices !

CÔTE D'IVOIRE

DANS LES HÔPITAUX LE RACKET EST UNE AUTRE MALADIE QUI FAIT DES MORTS

Dans les établissements sanitaires publics règne une anarchie dans le fonctionnement des services. La corruption, le racket sont maîtres des lieux. Lorsqu'un malade se rend dans un centre hospitalier, avant et après le service, il doit sortir obligatoirement de l'argent.

Les hôpitaux publics sont devenus des "boutiques". Dans un centre communautaire de quartier, pour être reçu par un médecin généraliste, il faut déboursier au minimum la somme de 1000f CFA comme droit à la consultation. Pour être reçu par un spécialiste, qui reçoit une fois par semaine, il faut 1500f et sur rendez-vous. Ces prix varient selon les centres de santé des plus petits aux plus grands comme les CHU.

Il y a de cela quinze ans, la consultation n'était pas payante. Il fallait seulement présenter un carnet dont le coût s'élevait à 200f. Après

consultation le médecin ou l'infirmier traitant donnait quelques plaquettes de médicaments avant de rédiger si possible une ordonnance. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Au fur et à mesure que les années passent les différents gouvernements qui se sont succédé ont négligé le service et les équipements dans le secteur de la santé. Les médecins n'ont aucun matériel de consultation. C'est à peine qu'ils touchent le malade pour établir un diagnostic. A peine le malade s'explique, s'il a la possibilité de parler bien entendu, que le médecin a déjà mis son cachet sur l'ordonnance.

Le malade ne sait pas de quoi il souffre et achète les médicaments qui parfois, ne le guérissent pas. Comme disent certains médecins, « il faut essayer ça et après reviens me voir ». Du coup ils font acheter beaucoup de médicaments qui ne servent à rien. L'aspect le plus déshonorant, c'est

que, une fois que les médicaments sont achetés, certaines personnes passent pour les « récupérer » à l'insu du malade lorsque celui-ci est hospitalisé. Ce qui arrive aussi assez souvent, c'est lorsque le patient doit subir une perfusion : on lui dresse une longue liste de composants sauf qu'une fois achetés on ne les voit pas dans le ballon de perfusion. Certains médecins ont des comportements qui n'honorent pas leur milieu.

Dans les services de maternité, les femmes racontent leur calvaire. A la maternité Thérèse Houphouët Boigny d'Adjamé, une grand-mère exprime son désarroi. « On m'a fait acheter deux petits savons, un en poudre et l'autre en petits morceaux à 1000f. J'ai payé 10.000f et on me dit que ce sont des frais de « bonne arrivée »... ».

L'hôpital général d'Abobo est devenu un mouiroir, témoignent les habitants. Le service minimum n'est pas respecté. Plusieurs femmes sont mortes de saignement à la suite d'un accouchement parce que les parents n'ont pas les moyens sur-le-champ de payer les médicaments. Et lorsqu'on demande de soigner le malade le temps que quelqu'un aille chercher de l'argent, on refuse.

Dans les CHU, les choses sont encore plus graves. Une personne raconte : « Ma fille est admise aux urgences, à peine nous sommes arrivées qu'on m'a déjà fait payer 25.000f. En plus de cela on m'a fait payer une poche de sang qui ne peut être utilisée qu'après examen; or le résultat ne sera donné que dans une semaine. Entre temps ma fille est entrain de mourir ».

Comme pour le cas de cette dame, les agents profitent pour extorquer de l'argent aux parents des malades. On leur fait faire plusieurs examens qui souvent ne servent pas. Il y a un centre à Abobo qui a une triste renommée dans l'escroquerie des patients lors des examens médicaux. Pour n'importe quel type de maladie il y a au moins trois analyses de sang obligatoires. Certes, c'est bien, mais quand les parents n'ont pas les moyens on leur refuse tout autre traitement et

cela constitue un chantage. Du coup, le malade est obligé de soudoyer un agent pour recevoir les soins. Nous voyons des affiches dans les hôpitaux qui font le décor sur le thème de: "Tournons le dos à la corruption" ou "exigez un reçu pour tout payement", etc.

C'est bien beau de faire campagne contre ce genre de choses mais c'est l'administration des hôpitaux qui s'adonne à de telles pratiques. C'est à cause de la cherté des services que ce genre de pratiques existe.

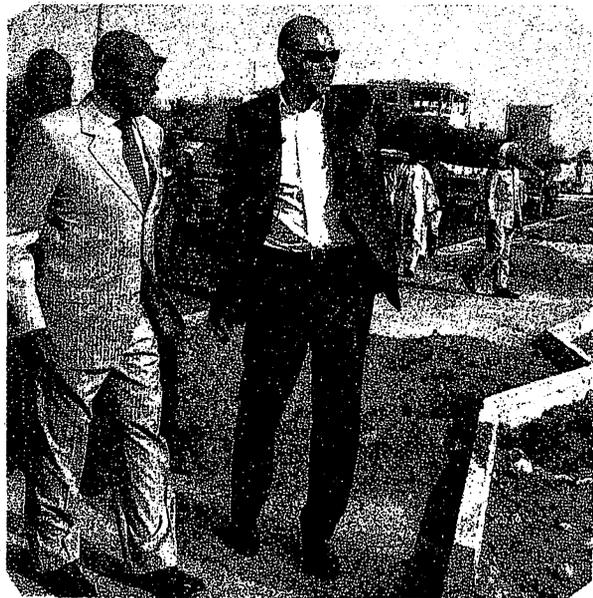
Aujourd'hui tout le monde se rend compte de l'anarchie qui règne dans les services publics, il y a un délaissement avancé. Cela favorise la prolifération des cliniques privées qui parfois n'ont pas le statut d'exercer dans les conditions requises par le ministère de tutelle et font de nombreuses victimes.

Bien évidemment cette situation de racket sur les pauvres est à décrier. Mais elle est générale. C'est la conséquence directe du mauvais traitement salarial des agents de la santé. Souvenons-nous des nombreuses grèves des infirmiers, des laborantins et tout récemment des médecins qui ont refusé d'assurer le service minimum. Ces différentes grèves ont montré combien les agents de santé sont mal rémunérés et exercent dans des conditions inacceptables. La situation de ces agents n'a fait que se détériorer depuis plus d'une dizaine d'années. Les hôpitaux sont délabrés, il y a un manque cruel d'équipements.

Sous la pression des manifestations, les dirigeants avaient fait des promesses. Ils avaient annoncé la construction de trois centres de santé avec l'argent des déchets toxiques. Aujourd'hui on n'en entend plus parler, jusqu'au jour où des mouvements de colère se produiront à nouveau devant le palais présidentiel. Il arrivera un moment où la répression et les bons discours ne suffiront plus.

SÉNÉGAL**LA FACTURE SALÉE
DU SOMMET DE LA HONTE**

Dakar avait accueilli le 11ème sommet de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) du 8 au 14 mars. Et pour « réussir » ce sommet auquel il tenait tant, le président sénégalais n'a pas lésiné sur les dépenses. 356 milliards de Francs Cfa (542 millions d'euros) ont été engloutis : hôtels de luxe pour héberger les invités, salles de conférences, tronçons d'autoroutes, tunnel, etc. Un bateau hôtel d'une capacité de 1275 chambres avait même été loué pour la bagatelle de 5,5 milliards de F Cfa, chiffre officiel mais 8 milliards selon une autre source proche de l'opposition.



*Wade accompagné de son fils
visite le chantier de L'OCI à Dakar*

Face à ceux qui lui reprochent d'avoir dépensé tant d'argent dans des travaux de prestige alors que le pays manque cruellement d'infrastructures élémentaires, le gouvernement s'est empressé de dire qu'il n'a déboursé « que 5 % » de la somme totale et que le reste aurait été financé par des bailleurs de fonds (75%) et par des sociétés privées (20%). Il n'est pas dans l'intérêt du gouvernement de dire qu'il a dépensé autant d'argent dans de la futilité alors que la grande majorité de la population a du mal à se nourrir, à se soigner et à scolariser les enfants. Quant aux fameuses « retombées » sur l'économie du pays auxquelles on fait allusion pour faire passer la

pilule amère, la seule chose que la population a vu durant ce sommet, c'est le défilé incessant de limousines vers les hôtels de luxe flambant neuf. Même les quelques rares constructions de routes ou d'aménagement de voirie n'ont été conçus que pour éviter que les délégations invitées soient obligées de passer par les quartiers pauvres pour arriver dans leur lieu de résidence.

Durant ces quelques jours, les pauvres ont été soigneusement repoussés le plus loin du centre ville pour ne pas gâcher le paysage de ces invités. Ce fut un étalage insolent de luxe alors que l'écrasante majorité de la population n'a même pas de quoi s'acheter à manger. L'augmentation continue des prix des denrées alimentaires de base enfonce de plus en plus de familles dans la misère. Aujourd'hui les deux tiers de la population sénégalaise vivent avec moins de 1000 Francs Cfa par jour. L'appauvrissement des campagnes pousse continuellement des familles paysannes vers les villes. On essaie de survivre grâce à la solidarité familiale. Et avec un petit salaire qui ne suffisait déjà plus pour faire vivre une petite famille, il faut se débrouiller pour nourrir toujours plus de bouches. C'est dans ces conditions dramatiques que vivent des centaines de milliers de familles au Sénégal pendant que Wade dilapide les caisses de l'Etat.

Face aux enseignants ou aux employés des hôpitaux qui se mettent en grève pour revendiquer des augmentations salariales, la seule réponse du gouvernement a été jusqu'ici que les caisses de l'Etat étaient vides et qu'il avait d'autres priorités. Face aux familles qui demandent au gouvernement d'agir pour stopper la flambée des prix en baissant par exemple les taxes douanières ou la TVA sur certaines denrées de base, celui-ci s'est toujours montré réticent en disant que cela ne ferait que diminuer ses rentrées fiscales au détriment de secteurs vitaux. Mais là, pour organiser une conférence islamique qui n'avait aucune utilité, il a su trouver 356 milliards. Il y a de quoi être révolté.

Durant la tenue de la conférence et même

quelques mois auparavant, le gouvernement avait donné l'ordre aux forces de sécurité de « nettoyer » la ville de Dakar et de verrouiller tous les foyers de contestation. Les dirigeants de certaines fédérations syndicales comme celles des enseignants avaient accepté de faire une « trêve », le temps de la conférence islamique. Aujourd'hui la grogne se fait de nouveau jour. Alors que les policiers réclament le versement d'une prime pour avoir été réquisitionnés durant le sommet, les enseignants menacent de se remettre en grève. Les étudiants se sont également mis en grève et ont bloqué la route de Ouakam. Des affrontements avec les forces de l'ordre ont déjà eu lieu et il y a une menace d'année scolaire blanche.

Trois jours à peine après la fin du sommet, alors que le président sénégalais se rendait dans la ville de Tivaouane pour rencontrer le khalife général de la confrérie religieuse des Tidjanes, son

cortège a été hué et caillassé par des manifestants protestant contre la vie chère.

Le gouvernement craint visiblement l'éclatement d'une colère populaire. C'est pour cette raison qu'il a demandé aux chefs religieux d'appeler leurs fidèles au calme. Ceux-ci ont répondu positivement en disant dans leurs prêches et dans les ondes que ceux qui étaient tentés par la violence à l'encontre des autorités politiques étaient dans le chemin de Satan.

Ce qui est sûr, c'est que la situation des familles de la classe laborieuse n'ira qu'en s'empirant. Le gouvernement serrera encore plus les boulons pour payer la facture salée du sommet islamique. Ce n'est que contraint et forcé par la rue, par les grèves qu'il reculera et accordera quelques améliorations dans les conditions d'existence de la population sinistrée.

SÉNÉGAL

NON À L'AUGMENTATION DE PRIX DU RIZ !

Le ministre du commerce, Abdourahim Agne, a tenu une réunion au sein du Conseil National de la Consommation pour tenter de résoudre la flambée des prix du riz dans le pays. Sa solution, c'est de créer des magasins dans lesquels le riz serait vendu à un prix abordable pour la population. Ces magasins dits « de référence », normalement gérés par l'Etat, seront appelés à maintenir l'approvisionnement correct et régulier en denrées. Pour le fonctionnement des ces magasins l'Etat sénégalais se dit prêt à mettre sur la balance plus de 2 milliards de F CFA.

Le ministre ne cache pas sa hantise de voir des mouvements de protestation contre la flambée des prix comme cela s'est passé ces derniers mois dans un certain nombre des pays d'Afrique comme le Cameroun et le Burkina Faso. Dans ces pays et dans bien d'autres tel que le Sénégal le riz est l'aliment de base. Mais n'en produisant pas en quantité suffisante, ils sont tributaires du marché international. Or depuis le début de l'année son prix a quasiment doublé, passant de 380 dollars la tonne à plus de 750 dollars. En Asie, au Moyen Orient et en Afrique les dirigeants des Etats craignent que cette augmentation déclenche des émeutes dans leurs pays. L'Egypte, grand

producteur de riz a suspendu la vente de cette denrée à l'étranger pour une période de 6 mois afin de maintenir le prix à un tarif raisonnable dans le pays ; ses dirigeants craignent d'affronter la colère de la population s'ils procèdent à son augmentation. D'autres gros producteurs comme le Vietnam et l'Inde ont procédé de la même manière. Et c'est parait-il toutes ces mesures qui ont provoqué l'augmentation des prix de cette denrée dans le monde ces derniers mois.

Devant cette situation le gouvernement sénégalais tente de trouver une solution pour maintenir le calme dans le pays. Pour l'instant il n'a pas cherché à imposer aux gros producteurs et aux grands importateurs de riz de baisser leurs parts de bénéfice pour maintenir le riz à un prix abordable pour les consommateurs. Il préfère ponctionner dans la caisse de l'Etat pour créer les fameux Magasins de référence, c'est-à-dire prendre une partie des impôts payée par la population afin de subventionner le maintien de la vente du riz à un prix abordable. De toute manière la population pauvre du Sénégal n'a pas d'autres choix que de bien montrer qu'elle n'a pas l'intention de se laisser faire quitte à descendre dans la rue si les prix des denrées de première nécessité augmentent.

TCHAD-SOUDAN**UN ACCORD DE PAIX
QUI RISQUE DE FAIRE LONG FEU**

Les deux dictateurs africains, Idriss Déby (Tchad) et Omar El Béchir (Soudan) ont signé le 14 mars dernier à Dakar, un nouvel accord de paix pour mettre fin, disent-ils, au conflit qui les oppose depuis plus de cinq ans.

Ce sixième accord signé en marge du 11^{ème} sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), sous la pression de l'impérialisme américain qui cherche à mettre la main sur le pétrole du Darfour par le biais de la Force internationale européenne (UFOR), et en présence de Ban Ki-moon, représentant l'ONU, Abdoulaye Wade et Omar Bongo, risque de faire long feu comme les cinq autres.

La signature même de cet énième accord a failli ne pas avoir lieu. La veille même, juste avant la rencontre des deux dictateurs, le gouvernement tchadien a accusé Khartoum d'avoir lancé "plusieurs colonnes rebelles puissamment armées contre le Tchad". Réaction immédiate du gouvernement soudanais: le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Al Sammani présent à Dakar, a qualifié ces accusations de "fantaisistes". Du coup, El Béchir, qui devait rencontrer Déby, ne s'était pas présenté, prétextant des "maux de tête".

L'accord a finalement eu lieu; il intervient après la tentative de renversement du régime de Ndjaména début février, par une coalition des rebelles venus de leurs bases arrières soudanaises, à

la frontière est du Tchad. Il y a eu officiellement 400 morts et disparus, et des centaines de blessés.

Alors qu'il vient de signer la "paix" Idriss Déby continue de soutenir un groupe armé hostile au régime soudanais; ces rebelles soudanais appartiennent à la même ethnie que lui, les Zaghawa. On voit mal Déby cesser d'aider financièrement et militairement ses "frères". De plus il a besoin d'eux pour lui venir en renfort en cas d'attaque des autres formations rebelles tchadiennes qui lui sont hostiles. Quant à El Béchir, il utilise ses miliciens, les Djanjawids, pour lutter contre les rebelles installés dans le Darfour, qui veulent renverser son régime. Ils terrorisent les populations noires, sédentaires, cultivatrices, que le régime soupçonne d'abriter les rebelles. Des milliers de paysans, chassés de leur terre dans le Darfour, croupissent sous la misère, dans les camps de réfugiés installés à l'Est du Tchad.

On voit mal par conséquent les deux dictateurs soudanais et tchadien cesser de soutenir, du jour au lendemain, les Djanjawidw ou les rebelles zaghawa. Alors, les populations tchadiennes et soudanaises risquent de continuer à faire les frais des affrontements entre les deux camps, pour se maintenir au pouvoir. Car, on le sait, à chaque affrontement, ce sont toujours les populations civiles qui paient le plus lourd tribut.



QUI SONT LES RESPONSABLES DE LA PÉNURIE D'EAU EN AFRIQUE ?

Une "Assemblée Mondiale des Elus et Citoyens pour l'Eau" a récemment eu lieu à Bruxelles sur l'initiative du Parlement Européen. De nombreuses délégations africaines étaient présentes à cette occasion.



*Puits creusé dans un camp
de réfugiés en Afrique*

Tous sont d'accord pour constater la situation de plus en plus catastrophique en matière d'accès à l'eau potable dans les grandes villes africaines, mais aussi dans les villages.

Les organisateurs de cette assemblée ainsi que les invités qui sont généralement des gens envoyés par les gouvernements en place ont chacun fait un beau discours pour dire qu'ils font leur possible pour lutter contre la pénurie actuelle de l'eau. Ils sont repartis sans doute très satisfaits après avoir rédigé une "lettre sur l'eau" récapitulant leurs bonnes paroles.

Quelques jours plus tard, le 26 mars, une "Semaine africaine de l'eau" avait lieu, cette fois à Tunis. Selon les organisateurs, "340 millions d'Africains n'ont pas accès à l'eau potable et 500 millions n'ont pas accès à des installations sanitaires adéquates". Ils ont lancé un appel à des "professionnels de l'eau" c'est-à-dire à des entreprises susceptibles d'être intéressées par la prise en main de ce secteur. Elles bénéficieraient,

en plus des profits à réaliser par la gestion, de prêts et autres facilités par la BAD.

Aujourd'hui le problème de l'eau est devenu très grave dans de nombreux pays d'Afrique. Les pays du Sahel sont les plus touchés. Selon la presse malienne, près de la moitié de la population est privée d'eau. A Bamako la situation devient de jour en jour intenable dans les quartiers populaires périphériques tels que celui de "1008 logements sociaux" de Yirimadio et aussi Daoudabougou. Des gens attendent nuit et jour devant les fontaines publiques où l'eau ne coule que durant quelques minutes tous les deux ou trois jours. Bamako est pourtant une ville située au bord du fleuve Niger, mais les autorités ne font rien pour investir dans un minimum d'infrastructures pour l'approvisionnement vers les quartiers où l'eau fait le plus défaut.

Dans un autre pays, le Togo, qui n'est pas défavorisé par la pluviométrie, la pénurie d'eau causée par la vétusté des infrastructures du réseau de distribution a contraint près de la moitié des habitants de Lomé à consommer l'eau des puits. Souvent celle-ci se révèle être impropre à la consommation du fait de la concentration urbaine et des infiltrations des eaux usagées chargées en bactéries. Le principal château d'eau qui alimente la capitale est hors d'usage. Les villages ne sont pas mieux lotis car les anciens puits sont asséchés. Il est nécessaire de procéder à des forages plus profonds mais le gouvernement ne s'en préoccupe pas. Dans des rares villages, des ONG liées à des pays riches font fonctionner des forages mais de façon insuffisante par rapport aux besoins.

Le Ghana est un pays presque équatorial et donc humide. Mais depuis quelques semaines, plusieurs quartiers d'Accra sont sans eau. De nombreuses conduites d'eau de la ville sont fissurées et le gouvernement ne débloque pas l'argent pour les réparer. Pourtant à deux pas de la capitale il y a le lac de la Volta qui constitue une réserve naturelle d'eau. La gestion de l'eau de la ville est aux mains de la société privée Aqua Vitens Rand Limited. Celle-ci se contente de soutirer des profits. Elle a augmenté le prix de l'eau de 25% en

deux ans malgré la pénurie. Elle renvoie la balle vers le gouvernement lorsqu'il s'agit d'améliorer les installations. La crise de l'eau est telle que le clan présidentiel craint pour son candidat lors des élections de décembre prochain. L'opposition dénonce cette situation et stigmatise sur le fait que le président, qui prétend qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses a su en trouver pour commander deux avions présidentiels.

L'accès à l'eau potable hante aujourd'hui le sommeil des millions de personnes sur le continent africain. Mais tout le monde n'est pas victime de cette pénurie, loin s'en faut. Des personnes appartenant aux classes aisées habitent dans des quartiers résidentiels bien approvisionnés. Cette denrée précieuse et vitale qui fait cruellement défaut dans les foyers pauvres où chaque gorgée compte, coule en abondance chez les riches y compris dans leurs piscines et sur leurs pelouses.

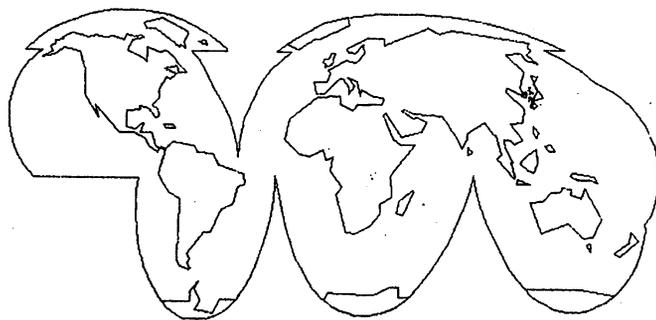
Les dirigeants ne sont pas avares de bonnes paroles du genre "l'eau source de vie" et font état des "efforts colossaux" qu'ils prétendent fournir. Les conférences actuelles sont des occasions pour

eux et leurs clans de se payer de bons séjours à l'étranger. Pour l'essentiel, là s'arrêtent leurs "efforts".

Les quartiers pauvres de plusieurs grandes villes sont au bord de l'exaspération pour ce problème; à cela s'ajoutent bien d'autres auxquels les pouvoirs en place n'apportent aucune amélioration aux dires même de certains participants aux conférences. La colère peut éclater et faire boule de neige avec les émeutes récentes consécutives à la flambée des prix des aliments de base.

Les classes dirigeantes peuvent prendre peur et essuyer des dégâts matériels causés par les torrents de mécontentement. Mais pour que cela se traduise par un mieux être pour les populations pauvres, il est indispensable que la révolte s'allie avec la conscience. Il est indispensable que tous ceux qui n'acceptent pas cette situation se regroupent et s'organisent pour construire une société basée en priorité sur la satisfaction des besoins de tous les laissés-pour-compte engendrés par cette société de profits.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.